

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Situation révolutionnaire. Réaction mondiale (Paul Louis). — Lénine à la 4^e session de l'Exécutif pan-russe des Soviets. — Le 4^e Congrès mondial : première séance de l'Exécutif élargi ; l'ouverture solennelle à Petrograd. — Actes et Documents de l'Exécutif.

Documents du mouvement communiste international. — Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution Russe (Zinoviev). — Projets de thèses générales sur la question d'Orient (Safarov). — Les idées des babouvistes (Maurice Dommanget). — Bibliothèque communiste.

Situation révolutionnaire Réaction mondiale

LORSQU'ON examine la situation du monde, en ce V^e anniversaire de la révolution bolchévique, on aboutit à cette constatation : *la réaction universelle coïncide avec le développement de la crise révolutionnaire universelle.*

Quand les leaders de la III^e Internationale, aux congrès successifs de Moscou, annonçaient cette crise, ils n'exagéraient pas. Jamais le régime capitaliste et les institutions bourgeoises n'ont été aussi menacés d'écroulement : jamais l'armature du système, qui assure l'exploitation des masses par les oligarchies, n'a révélé des fissures plus larges et plus profondes, jamais les prévisions de Karl Marx sur la destruction de la société actuelle par elle-même ne se sont mieux vérifiées.

Pour trouver dans l'histoire un état de fait comparable à celui d'aujourd'hui, une perturbation aussi générale, des oscillations aussi amples, il faudrait remonter à l'empire romain finissant. Guglielmo Ferrero, qui a étudié particulièrement cette dernière époque, a creusé la comparaison : elle n'est pas totalement exacte, parce que le monde comme aux premiers siècles de notre ère était beaucoup moins vaste que celui du XX^e siècle, et l'activité des hommes infiniment moins intense. Mais alors

aussi mourut une civilisation, tandis qu'une autre se dessinait lentement. On peut souhaiter et espérer que la transition de la civilisation capitaliste à la civilisation communiste s'accomplira avec une autre rapidité, et c'est là un point qui sollicite tout spécialement l'attention du prolétariat. Il ne faut pas qu'une longue période chaotique s'interpose entre ces deux stades.

Tous les éléments d'une situation révolutionnaire apparaissent à nos yeux. L'Europe sortie des décisions du Conseil suprême a vécu ce que vivent les éphémères. Les traités, qui avaient prétendu mettre fin à la guerre, se sont révélés de simples chiffons de papier. Personne ne se flatte plus de faire payer l'Allemagne, et le monstrueux acte de Versailles, que l'on ne voulait pas réviser, s'est révisé de lui-même. Pour soustraire ou essayer de soustraire l'Autriche au communisme, les Etats capitalistes lui prêtent plus d'un milliard de francs et son gouvernement reçoit de l'argent, au lieu d'avoir à en verser. Quant au Traité de Sèvres, dicté à la Turquie, les Kémalistes l'ont déchiré à la pointe de l'épée. Et les menaces de conflagration sont générales. La puissance, qui tenterait de mobiliser son armée, provoquerait en réalité ses masses ouvrières

au soulèvement. Et voilà pourquoi les classes dirigeantes hésitent partout devant l'ouverture d'une guerre nouvelle, qui leur créerait une diversion, mais qui mettrait aux mains du prolétariat les instruments mêmes de sa libération.

Les révolutions du passé, en Angleterre et en France, sont nées de la faillite financière. Rien ne mesure mieux l'affaiblissement de l'Etat que son inaptitude à découvrir de recettes. Le budget, la dette, le déficit de 1789, chez nous, étaient insignifiants, négligeables, au regard des chiffres de 1922. La bourgeoisie ne peut plus solder les coupons de rente qu'en émettant des emprunts successifs : il lui faut recourir aux expédients les plus variés pour payer ses fonctionnaires, son armée et sa marine. Les révélations, qui ont été faites à la Chambre des députés, au cours du débat budgétaire, ont signalé une détresse sans précédent. Depuis 1914, la circulation du billet de banque a sextuplé ou octuplé pour le moins, tandis que la dette se multipliait par treize. Le déficit de 1922 est plus lourd que n'étaient toutes les dépenses d'avant-guerre. Mais cette condition n'est pas spéciale à la France ; elle est universelle. On peut calculer que les dettes additionnées de tous les Etats atteignent à 2.000 milliards, un chiffre vertigineux, comme l'on voit. Pour la majeure partie de ces Etats, la banqueroute plus ou moins rapprochée remplit la perspective. Or, il n'y aura plus de banqueroute sans révolution, parce que les finances publiques jouent dans la société capitaliste un rôle qu'elles n'ont jamais tenu dans les phases antérieures.

La crise économique se lie à la crise financière. Inapte à rétablir dans ses budgets une régularité, un ordre, un équilibre, qui ne furent, d'ailleurs, jamais que théoriques, même aux époques de sa force et de sa splendeur incontestées, la bourgeoisie ne saurait davantage restituer la vitalité à l'appareil économique. Les formidables oscillations du change expriment à l'extérieur les troubles de l'organisme. Quelle que soit l'action de la spéculation sur les cours de la livre, du dollar, du franc, etc., elle est infime à côté d'autres phénomènes plus spontanés. La guerre et les conséquences de la guerre, sous leurs aspects variés, ont rompu les rapports anciens. Baisse de la production, restriction des échanges, renchérissement : tels sont quelques-uns des faits les plus caractéristiques qui sollicitent nos regards. Comme des faits analogues, que les historiens ont enregistrés lors du déclin de la Rome impériale, ils illustrent la décadence et la fin du régime. Celui-ci est devenu incapable de pourvoir aux besoins rudimentaires de l'humanité, de lui

fournir un minimum de ressources et de sécurité.

De crise en crise, il s'acheminait vers la ruine, dans son évolution normale. Mais le conflit mondial a porté le dernier coup à un mécanisme déjà vieilli et qui n'était plus capable de rajeunissement. L'esclavage a disparu, non pas parce qu'il était ignominieux en soi, mais parce qu'il était condamné par le développement économique même. L'exploitation des masses salariées par une oligarchie égoïste, rétrograde, frappée de stérilité, ne répond plus aux possibilités des temps : elle barre la route de l'avenir comme un obstacle qu'on fera sauter sous peine de mort. Le rôle historique du capitalisme, que Marx et Engels ont si bien décrit, est terminé, et c'est la crise actuelle, aux caractéristiques multiples et violentes, qui sonne l'échéance.

Les rangs de la classe possédante s'éclaircissent, tandis que des éléments nouveaux s'agregent chaque jour à la classe ouvrière. Les raisons de cette prolétarianisation sont nombreuses : elle n'aboutit pas seulement à grossir les contingents de ceux qui aspirent à la destruction du régime et qui combattent pour se libérer ; elle effrite et abolit les couches intermédiaires qui servaient de sauvegarde, soit par leur complicité, soit par leur passivité, aux aristocraties dirigeantes, et qui conservaient un équilibre factice.

La concentration industrielle des dernières années — qui a décuplé sa vitesse, a donné à la lutte des classes un aspect schématisé d'une indéniable netteté. Même dans les pays où jusque-là elle gardait une importance de premier plan, la petite bourgeoisie allait verser, dans la masse salariée, des portions grandissantes de son effectif. La paysannerie réduisait son influence numérique ; les hommes des professions libérales subissaient, à l'égal des travailleurs manuels, les effets de la régression économique et pour la première fois, percevaient la solidarité d'intérêt, qui les liait à ces travailleurs. Un immense prolétariat en face d'une mince ploutocratie : tel était le spectacle qu'offrait le monde, à l'heure où la révolution bolcheviste triomphante sapait l'Etat capitaliste dans ses profondeurs, et soulevait contre leur esclavage des centaines de millions d'êtres humains.

Mais ce n'est là qu'un tracé fragmentaire de la situation. Car la réaction mondiale a surgi vis-à-vis de la menace révolutionnaire universelle — et j'étudierai prochainement cet autre aspect.

Paul LOUIS.

Lénine à la IV^e Session de l'Exécutif panrusse des Soviets

(Discours prononcé le 31 Octobre 1922)

L'Exécutif panrusse des Soviets a clos sa IV^e session le 30 octobre. Ses travaux ont été remarquablement importants. Mentionnons : l'élaboration du nouveau Code du travail (suppression de l'obligation du travail, établissement d'un minimum légal des salaires, assurance sociale, etc.), la réforme des tribunaux (rapprochés encore, par leur organisation, des masses populaires), la législation agraire (consacrant la nationalisation du sol, mais assurant aux cultivateurs la jouissance libre et prolongée des terres), l'adoption d'un Code civil (qui circonscrit les droits de la propriété privée), l'amélioration des organes provinciaux du pouvoir.

Le camarade Lénine a prononcé, à la IV^e session de l'Exécutif des Soviets, un important discours dont nous donnons ici les principaux passages.

Rapidité relative de la transformation sociale en Russie

Après avoir rendu à l'Armée Rouge l'hommage qui lui est dû, et examiné en quelques mots la situation internationale de la République des Soviets à la veille de la Conférence de Lausanne, Lénine passe en ces termes à la situation du pays.

A l'intérieur, je crois que, quelles que puissent être les apparences, nous avons obtenu des succès importants. Considérons, par exemple, le premier Code achevé : celui du travail. C'est une grande conquête du pouvoir des Soviets. Au moment où, dans tous les pays, la classe ouvrière est l'objet d'attaques forcénées, nous consacrons dans notre Code l'acquis essentiel de la législation ouvrière, notamment la journée de 8 heures. On pourrait évidemment nous demander davantage. Je crois qu'on aurait tort.

Il faut tenir compte de ce que nous sommes, — entourés d'États au sein desquels une concurrence capitaliste acharnée se poursuit, au sein desquels il y a des millions de sans-travail, au sein desquels les capitalistes organisent leurs trusts formidables et leurs agressions contre le prolétariat, — l'État le moins cultivé, celui qui sait travailler le moins bien. Il est sans doute fâcheux de devoir en convenir. Mais c'est précisément parce que nous avons ce courage, et parce que nous faisons,

pour obvier à nos insuffisances, les plus grands efforts, que nous rattraperons les autres pays avec une rapidité à laquelle ils ne s'attendent guère.

Il y faudra, bien entendu, des années d'efforts obstinés. Nous avons, en cinq ans, appris ce que c'est que le temps. Continuons à l'apprendre ! Personne, parmi nous, ne croit à la rapidité fantastique des transformations ; mais une rapidité véritable, par comparaison avec l'évolution de toutes les périodes de l'histoire, est possible lorsque le mouvement est dirigé par un Parti authentiquement révolutionnaire. A cette rapidité-là, nous croyons ; et nous saurons l'obtenir.

Nous ne cesserons pas d'améliorer la législation agraire

Vous venez d'adopter une législation agraire. Dès le 27 octobre 1917, rompant avec toutes les législations précédentes, nous adoptions des décrets, peut-être fort imparfaits aux points de vue technique et juridique, mais qui donnaient aux paysans tout ce qui leur était nécessaire, et assuraient ainsi leur union avec les ouvriers. En cinq années difficiles, nous n'avons rien négligé pour satisfaire le paysan. Et si le Code qui vient d'être adopté doit être encore corrigé, il le sera. La question de la terre est, dans notre pays, fondamentale. Que le paysan sache qu'il nous trouvera toujours prêts à reviser et à améliorer la législation qui la régle.

Ne nous lions pas les mains...

Préparant le Code civil et l'organisation nouvelle des tribunaux, nous avons cherché à concilier les droits légitimes de tous les citoyens dans les circonstances économiques actuelles et à combattre les abus de la nouvelle politique économique. Car ce qui est dans tous les autres pays légal et normal ne doit pas être, en la matière, légalisé chez nous. D'ailleurs, nous ne voulons pas nous lier les mains, en aucun cas. Si des abus se révèlent encore, nous adopterons d'autres mesures, et sans tarder. Aucun autre pays ne possède d'appareil législatif fonctionnant aussi rapidement que le nôtre, on le sait. Espérons même que certains États s'efforceront, sur ce point, de nous imiter et de nous rattraper.

L'initiative des organes locaux fait la Révolution d'octobre

Lénine examine ensuite les décisions prises concernant les organes d'administration locale (Congrès locaux des Soviets, Exécutifs des provinces). Si la Révolution russe, dit-il, a obtenu en 1917 des succès si rapides qu'elle paraissait avoir complètement vaincu en 1918, à la veille de la guerre civile, c'est que nous avons fait toute confiance aux organes locaux, que nous leur avons laissé le champ libre, que nous comptons sur leur enthousiasme et sur leur décision révolutionnaires. Depuis, les relations entre le centre et les organes locaux n'ont pas revêtu un caractère idéal, irréalisable dans un pays relativement aussi inculte que le nôtre. Mais que la solution que nous avons donnée au problème qu'elles posent soit plus directe, plus simple, plus pratique et meilleure que dans aucun autre Etat, nous pouvons l'affirmer hardiment.

A l'œuvre pour améliorer le mécanisme soviétique

Deux mots sur une importante question qui n'est pas inscrite à votre ordre du jour : celle de notre mécanisme gouvernemental.

En août 1918, nous recensâmes, à Moscou, nos employés et fonctionnaires. Il y en avait, pour l'Etat et la ville, 231.000. En octobre 1922, croyant avoir resserré les cadres administra-

tifs, nous avons refait la même opération et trouvé le chiffre de 243.000. Ceci, après toutes les réductions de personnel. En 1918 occupés par la guerre civile nous ne pûmes rien faire après le recensement. Nous allons, j'espère, nous mettre à l'œuvre maintenant. Notre mécanisme a encore bien des défauts ; il est deux fois plus grand qu'il ne le devrait être. Trop souvent encore, au lieu de travailler pour nous, il travaille contre nous. Ne craignons pas de la dire. Nous l'améliorerons, d'ailleurs. Il y faudra du savoir et de l'habileté ; nous y consacrerons l'attention voulue. Nous y mettrons des années et nous réussirons. Nos institutions se sont formées spontanément. Les ouvriers les meilleurs s'attelaient d'eux-mêmes, pleins de bonne volonté, à toutes les besognes militaires et civiles ; et l'effort de cette minorité tâtonnante était contrarié par des milliers de saboteurs et de demi-saboteurs. Ici comme partout, nous avons besoin d'étude et de temps.

Etude et travail

Le niveau de culture de nos ouvriers est encore bas ; il leur est difficile de se mettre à cette œuvre nouvelle : la direction de la production. Et pourtant nous ne pouvons compter que sur la sincérité et l'enthousiasme des ouvriers. Il nous faudra des années et des années pour élever le niveau de notre culture et améliorer notre mécanisme gouvernemental. Mais l'œuvre est bien commencée.

Mise au point nécessaire

Le Bulletin Communiste étant désormais l'organe du Parti tout entier, nous avons tenu à insérer impartialement dans notre dernier numéro, un article du camarade Chambelland ainsi qu'une déclaration du camarade Monatte sur la crise du communisme français.

Nous aurions été heureux de trouver enfin, dans ces deux documents, quelques critiques sérieuses contre la direction actuelle du Parti.

Malheureusement, nous sommes contraints de constater que le premier ne contient que des injures et le second des affirmations totalement dépourvues de preuves.

Nous ne relèverons naturellement pas les outrages du camarade Chambelland. Mais nous rectifierons brièvement les assertions erronées du camarade Monatte.

1° Il est faux de dire que le Centre « tourne » le dos à la révolution ». Nous demandons en grâce que l'on nous apprenne quand et comment les représentants de la Gauche se sont montrés de meilleurs révolutionnaires que les militants du Centre ;

2° Il est faux d'imputer au Centre la responsabilité de la rupture qui s'est produite entre les deux grandes fractions du Parti. Dans l'avant-dernier numéro du Bulletin Communiste nous avons démontré que cette rupture

avait été provoquée par la Gauche, qui s'était refusée à collaborer avec le Centre sur le pied d'égalité et qui avait réclamé, outre la direction de l'Humanité, quatorze sièges sur vingt-six au Comité Directeur (1) et quatre sièges sur sept au Bureau Politique ;

3° Il est faux d'accuser le Centre de préparer la scission. Le Centre est profondément unitaire. Il l'a prouvé en s'abstenant soigneusement de polémiquer avec ses adversaires. La Gauche au contraire, dès le lendemain du Congrès, a entrepris contre la majorité du Parti une violente campagne de calomnies et d'injures. Par leurs articles du Bulletin Communiste International » et de l'Avant-Garde, ses chefs ont essayé de créer un état d'esprit favorable à la scission ;

4° Il est faux de prétendre que le Centre veut se séparer de l'Internationale.

C'est la politique de l'Internationale que le Centre a pratiquée dans le passé. Il suffit, pour l'établir, de rappeler l'attitude de Frossard au Congrès de Saint-Etienne, la participation des militants du Centre à la revision des statuts

(1) Le Comité directeur se compose de 24 membres élus par le Congrès National et de deux membres désignés par la Fédération nationale des Jeunesses Communistes.

de la Fédération de la Seine, l'élaboration des résolutions Frossard-Souvarine.

C'est également la politique de l'Internationale que le Centre entend suivre dans l'avenir. Le nouveau Comité Directeur l'a prouvé en procédant, dès sa première séance, à l'exclusion de certains éléments confusionnistes et en prenant ses dispositions pour réaliser sans délai diverses applications du principe de l'unité de front ;

5° Il est faux d'affirmer que le Centre attache plus d'importance que la Gauche à l'action électorale. Les représentants de la Gauche obtiendront certainement de faciles succès en discourant contre l'électorisme. La mé-

fiance légitime qu'éprouvent nos militants à l'égard des arrivistes a été, de tout temps, exploitée avec fruit par les démagogues. Mais nous verrons bien, lors des élections prochaines, de quel côté se trouvent les chasseurs de mandats ;

6° Il est faux enfin d'insinuer, dans l'espoir de déterminer les syndicalistes à prendre part aux querelles du Parti, que le Centre entend exploiter le syndicalisme révolutionnaire au profit de sa politique. S'il existe dans le Parti des militants qui veulent faire jouer au syndicalisme ce rôle subalterne, ce n'est pas dans le Centre qu'on pourra les trouver.

Edmond SOUTIF.

Le 4^e Congrès Mondial.

Première séance de l'Exécutif élargi

La première séance de l'Exécutif élargi, dont les travaux préludent à ceux du 4^e Congrès mondial, s'est tenue le 2 novembre, au Kremlin, dans la salle même où fut fondée l'Internationale Communiste (la salle Mitrofanovsky).

Le camarade Zinoviev ouvrit la séance à 9 heures du soir et salua les assistants. Eberlein fournit ensuite quelques renseignements sur la composition de l'Exécutif élargi, les Partis ayant un nombre de délégués double de celui qu'ils ont à l'Exécutif. L'Exécutif élargi se compose des représentants de 29 Partis avec voix délibérative et de 16 Partis avec voix consultative. 6 Partis ont chacun 4 voix (Allemagne, Italie, France, Tchéco-Slovaquie) ; l'Internationale des Jeunesses et l'Internationale syndicale sont représentées par 4 délégués, la Russie a 10 voix. Les autres pays en ont cha-

cun 2 (Angleterre, Etats-Unis, Pologne, Ukraine, Norvège, Yougoslavie, Bulgarie, Suède, Finlande, Japon, Espagne, Roumanie, Lettonie, Suisse, Autriche, Hollande, Belgique, Grèce, Irlande, Géorgie, Australie, Argentine). Sont invités avec voix consultative, la Chine, les Indes, la Lithuanie, la Hongrie, l'Esthonie, le Danemark, le Pérou, la Turquie, l'Afrique du Sud, l'île de Java, le Canada, le Mexique, le Brésil et l'Arménie. Une Commission des mandats a été nommée.

Les invitations au 4^e Congrès ont été envoyées en nombre plus restreint que lors des Congrès précédents. 352 délégués en tout ont été invités par l'Exécutif.

De ce nombre, beaucoup déjà sont à Moscou. Nous donnons ici, par pays, le nombre des invités et des arrivés à Moscou au 2 novembre :

Pays	Invités	Arrivés
Allemagne	20	21
France	20	9
Angleterre	10	5
Italie	20	16
Tchéco-Slovaquie	20	7
Afrique du Sud	1	1
Etats-Unis	10	6
Argentine	2	2
Arménie	1	1
Azerbeïdjan	2	2
Australie	2	2
Bakou	1	1
République Bachkire	1	1
Belgique	1	1
Boukhara	1	1
Bulgarie	6	2
Chine	3	1
Danemark	2	1
Egypte	1	1
Esthonie	2	1
Républ. Extrême-Orient	1	»
Géorgie	2	1
Grèce	1	»
Hollande	1	1

Pays	Invités	Arrivés
Indes	4	»
Irlande	3	4
Islande	1	»
Java	1	1
Yougo-Slavie	6	1
Canada	21	2
Corée	1	3
Lettonie	6	»
Lithuanie	2	»
Mexique	1	»
Norvège	6	3
Autriche	3	2
Pologne	10	5
Roumanie	4	1
Russie	75	la plupart
Suède	6	1
Suisse	3	3
Espagne	3	»
Républ. Tartare	1	»
Turquie	2	1
Turkestan	1	»
Ukraine	10	3
Hongrie	3	6

La délégation italienne présente comprend 11 communistes (voix délibératives) et 5 représentants du P. S. I. ayant voix consultatives.

Pour d'autres délégations, les invitations se répartissent comme suit :

Finlande, 6 ; Russie blanche, 1 ; Portugal, 1 ; Japon, 6 ; Chili, 1 ; Uruguay, 1 ; Brésil, 1 ; Perse, 1 ; Internationale des Jeunesses, 20 ; Internationale Syndicale, 20.

Zinoviev prend la parole.

« Les camarades Cachin et Frossard du Parti français, dit-il, ne sont pas arrivés. Le Présidium a décidé de les inviter par télégramme, à assister au 4^e Congrès Mondial. Le télégramme a été envoyé il y a deux jours, mais je pense qu'il est de mon devoir d'en informer, dès la première séance, l'Exécutif élargi et je prie les camarades d'approuver l'envoi de ce télégramme. Nous pensons qu'on peut encore résoudre la crise française pendant le Congrès, mais seulement si nous savons prendre tout de suite les mesures nécessaires.

Clara Zetkin propose au nom de la délégation allemande d'approuver ce télégramme. Sans discussion. Rien n'est plus naturel. La présence des deux camarades invités à Moscou est indispensable.

L'Exécutif élargi approuve l'envoi de l'invitation télégraphique à Cachin et Frossard.

Eberlein. — Le présidium propose d'adopter pour le 4^e Congrès le mode de votation suivant : les délégations seront partagées en 5 groupes. Celles appartenant au 1^{er} groupe disposeront de 45 voix, celles du 2^e de 30 voix, celles du 3^e de 20 voix, celles du 4^e de 10 voix et celles du 5^e de 5 voix.

Le premier groupe comprendra les Partis communistes d'Allemagne, de France, d'Italie, de Russie, de Tchéco-Slovaquie, plus l'Internationale des Jeunes et l'I. S. R., en tout 7 délégations disposant de 305 voix.

Le 2^e groupe (30 voix) : les P. C. d'Angleterre, des Etats-Unis, de Pologne, d'Ukraine, du Japon, de Norvège, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Finlande ; au total 9 délégations avec 270 voix.

Le 3^e groupe (20 voix) : les P. C. d'Espagne, de Roumanie, de Suède, de Lettonie, de Suisse, d'Autriche, de Hollande, de Belgique ; au total 8 délégations avec 160 voix.

Le 4^e groupe (10 voix) : les P. C. de Grèce, de Chine, des Indes, d'Irlande, d'Azerbeïdjan, de la Géorgie, de la Lithuanie, de l'Esthonie, du Danemark, de la Perse, de la Turquie, de l'Australie, de l'Argentine : soit 13 délégations avec 140 voix.

Le 5^e groupe (5 voix) : les P. C. de l'Afrique du Sud, de Java, du Canada, du Chili, de l'Uruguay, du Brésil, du Mexique, de l'Arménie ; au total, 8 délégations avec 45 voix.

A ces délégations avec voix délibérative s'ajoutent les délégations avec voix consultative des pays où les Partis communistes ne

sont encore qu'en formation : Khiva, Boukhara, Mongolie, Islande, Corée, Fiume, Palestine, etc...

Sont donc invités au Congrès 45 pays avec voix délibérative. Nous proposons de partager entre eux 920 voix.

Zinoviev. — Nous demandons l'approbation de cette proposition. J'ai encore à annoncer que certaines délégations sont invitées à titre spécial. Ce sont d'abord les représentants du P. S. italien et 3 camarades de l'opposition du P. C. Tchéco-Slovaque. Les camarades ont été informés par la presse des faits concernant les camarades de l'opposition exclus du Parti tchéco-slovaque. L'Exécutif n'a pas cru devoir approuver ces exclusions et a résolu de remettre la question au 4^e Congrès. Les intéressés doivent être admis au Congrès avec voix consultative non seulement pour les débats de la question tchéco-slovaque, mais dans toutes les délibérations. Il en est de même des camarades du Parti socialiste italien.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

Eberlein fait ensuite connaître le règlement du Congrès. Le temps de parole est fixé à une heure pour les rapporteurs et à une demi-heure pour les conclusions. Les co-rapporteurs auront le même temps de parole. Le vote par nom a lieu lorsqu'il est réclamé par 5 délégations ayant voix délibérative. Les votes ont lieu par l'intermédiaire des représentants élus des délégations.

Ce règlement est adopté à l'unanimité, sans discussion.

Ernst Mayer, de la délégation allemande, propose d'élire le Bureau du Congrès (Présidium). Il se composera de 13 membres. Zinoviev, président ; 2 camarades russes et 1 représentant des Partis allemand, français, italien, tchéco-slovaque, de la fédération balkanique, du Japon, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de Scandinavie et de Pologne.

(Adopté à l'unanimité.)

Eberlein fait savoir que des secrétaires spéciaux ont été adjoints aux groupes de langues différentes chargés d'établir la liaison des délégations avec l'I. C.

Après adoption de l'ordre du jour du 4^e Congrès mondial proposé par l'Exécutif, il est décidé de soumettre au Congrès les questions italienne, tchéco-slovaque et norvégienne. La première séance de l'Exécutif élargi est ensuite levée.

Camarades,

Abonnez-vous au BULLETIN
COMMUNISTE !

L'ouverture solennelle à Petrograd

Petrograd, 5 novembre.

Le 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, réuni dans la Maison du Peuple Liebknecht-Luxembourg, fut ouvert, aujourd'hui, par la camarade Clara Zetkin, qui proposa de désigner le camarade Zinoviev comme président. Cette proposition fut adoptée et souleva les acclamations enthousiastes des délégués. Le Présidium fut composé comme suit : Kolaroff (Bulgarie), Scheffla (Scandinavie), Warsky (Pologne), Katayama (Japon), Karr (Amérique), Leiky (Angleterre), Neurath (Tchéco-Slovaquie), Maralini (Italie), Berron et Henriot (France), Clara Zetkin (Allemagne), Lénine et Trotski (Russie).

Le camarade Zinoviev, dans son discours d'ouverture, célébra la mémoire des victimes de la révolution prolétarienne de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, des Balkans, de Grèce et d'Italie. Aux sons d'une marche funèbre, les congressistes, debout, honorèrent les victimes de la révolution.

Zinoviev, poursuivant son discours, déclara : « Les quinze mois passés depuis le dernier Congrès furent décisifs pour les destinées de la Komintern. Cette période fournit à la génération actuelle l'assurance de la victoire certaine du prolétariat mondial. Depuis le 3^e Congrès, nous assistons à une offensive inouïe du capital, dans tous les pays, et l'on pouvait se demander si les jeunes Partis communistes seraient en mesure d'y résister. Nous avons passé les plus dures épreuves. Nous ne craignons ni les assauts de la 2^e Internationale, ni ceux de la bourgeoisie. Malgré les attaques furieuses de la réaction, malgré les échecs subis par les prolétariats, ces derniers mois, l'I. C. est restée victorieuse ; nous pouvons constater avec satisfaction qu'elle est vivante et affirmer qu'elle vivra toujours. Cette situation est la confirmation que notre programme et notre tactique sont justes.

« Dès Halle, l'I. C. prédit aux indépendants allemands que la route qu'ils suivaient les conduirait directement chez Noske, comme elle a prédit au P. S. italien qu'il aboutirait au réformisme. Nous ignorons encore quels sont les dirigeants du P. S. italien qui viendront à nous ; mais nous avons la certitude que la masse des ouvriers passera dans notre camp. L'I. C. les salue fraternellement.

« L'I. C. promet à la classe ouvrière, dans un avenir assez prochain et avec un minimum de sacrifices, la victoire finale.

« La fusion des Internationales 2 et 2 1/2 sert la cause du mouvement ouvrier ; elle met en évidence le caractère contre-révolutionnaire de ces deux Internationales. La situation s'en trouve clarifiée. Dès maintenant il n'y a plus

que deux forces en présence : l'Internationale Noskiste et l'Internationale Communiste.

« Mais cette fusion signifie aussi une recrudescence de la terreur blanche. Et ce sont les social-démocrates unifiés qui, bien qu'ils le nient encore aujourd'hui, l'ont préparée. La lutte contre la social-démocratie n'est pas une lutte de fraction ; c'est une lutte décisive contre les derniers agents de la bourgeoisie. Encore en 1917, lors de la révolution d'octobre, je déclarais possible et nécessaire une unification avec les mencheviks. C'était une erreur. Les expériences faites au cours de la révolution russe nous démontrent que la social-démocratie est le Parti contre-révolutionnaire le plus dangereux. Il ne faut jamais cesser de rappeler aux masses qu'elle constitue le dernier rempart de la contre-révolution.

« Le III^e Congrès examina théoriquement l'introduction de la nouvelle politique économique (N.E.P.). Il fut d'avis que cette politique était nécessaire, la bourgeoisie internationale étant encore trop forte et les Partis communistes trop faibles. La nouvelle politique économique est un stade de la révolution prolétarienne. Elle n'est pas un simple expédient, elle est déterminée par les rapports du prolétariat avec la bourgeoisie. Le programme d'ensemble de l'I. C. envisage que l'Europe Occidentale, les Balkans et certains autres pays auront, en cas de révolution prolétarienne, également à passer par une période de Nep. Il n'est pas impossible que même les pays industriels les plus développés aient à la subir.

« La situation de la Russie est excellente. Son prolétariat est uni. La période la plus difficile est passée. Le pouvoir des Soviets est solide. Les communistes des autres pays peuvent organiser leurs Partis sans se presser. Le P. C. russe et l'I. C. se rendent parfaitement compte des difficultés que rencontrent les communistes des autres pays, qui ont à faire face à une bourgeoisie plus forte et à la 2^e Internationale. L'I. C. n'est pas pour les coups de force, ni pour les insurrections partielles ; tous ses efforts sont dirigés vers le groupement méthodique de la majorité de la classe ouvrière.

« La constitution de Partis communistes au Japon et aux Indes est un événement d'une grande portée internationale. La révolution mondiale dispose ainsi en Orient d'une importante réserve. Les mouvements nationaux des peuples d'Orient sont également des luttes contre le capitalisme mondial et l'impérialisme international, donc des luttes pour nous !

« Vive l'Internationale Communiste ! Vivent le prolétariat russe et le prolétariat international ! A bas la 2^e Internationale ! »

Après le discours de Zinoviev, le président donna lecture d'une lettre du camarade Lénine.

Lénine constate que, malgré les difficultés gigantesques qu'elle a rencontrées et rencontre encore, l'I. C. ne cesse de progresser et que rien ne pourra l'empêcher de rassembler la majorité du prolétariat. La fusion de la 2^e Internationale avec l'Internationale 2 1/2 est toute en faveur du mouvement révolutionnaire, car elle diminue leurs chances de tromper les masses. Puis, soulignant la renaissance économique de Pétrograd, Lénine établit que les Soviétiques sont plus forts que jamais. La guerre civile est terminée ; les premiers succès économiques se font sentir. « La Russie, dit-il, est fière d'être en mesure d'assister le prolétariat mondial dans la rude tâche qu'il a entreprise : abattre le capitalisme. La victoire nous est certaine ! »

Après des applaudissements frénétiques, le Congrès décide d'envoyer à Lénine une adresse d'acclamation.

Par un télégramme, le camarade Trotski exprime son regret de ne pouvoir assister à l'ouverture du Congrès.

Clara Zetkin fait l'éloge des camarades persécutés et emprisonnés. Dans tous les pays, des milliers de militants révolutionnaires lan-

guissent dans les geôles de la bourgeoisie. Malgré qu'en Allemagne le ministre de la Justice emprisonne les communistes, qu'en France des marins de la mer Noire soient toujours emprisonnés et que l'impérialisme britannique prononce, en Afrique du Sud, des arrêts de mort contre les communistes, le mouvement va toujours en progressant dans le monde entier. La persécution des communistes reflète bien la haine et les trames mortelles de la bourgeoisie. En terminant, la camarade Zetkin propose d'adresser le salut du Congrès aux persécutés de tous les pays.

Le camarade Berron (France) donne lecture d'une résolution exprimant la sympathie et les encouragements du Congrès pour les camarades italiens en lutte contre le fascisme.

Le camarade Azzario (Italie) apporte au Congrès les salutations du prolétariat italien.

Puis le camarade Katayama félicite la Russie et fait l'éloge de l'Armée et de la Flotte dévouées à la cause de la révolution. Il présente une motion saluant et acclamant les peuples de l'Extrême-Orient au nom du Congrès.

Après lecture des manifestes à l'adresse des ouvriers et des paysans russes, des travailleurs et de la garnison de Pétrograd, la séance est levée au chant de l'*Internationale*.

Actes et Documents de l'Exécutif

Une lettre de l'Exécutif de l'I. C. au Comité central du Parti ouvrier de Norvège

Les survivances social-démocrates dans le P. O. N. — Liberté et discipline communistes. — Ce que doit être le front uni.

L'Exécutif de l'I. C. a récemment adressé au Comité Central du Parti Ouvrier de Norvège, une lettre signée par les camarades Zinoviev et Boukharine, relative aux différents surgis au cours des derniers mois.

La discipline communiste est loin d'être satisfaisante dans le P. O. N. Les invitations réitérées de l'Exécutif, d'avoir à changer le titre de l'organe central du Parti, *Socialdemokraten*, sont restées sans effet. Dans la presse du Parti, un certain relâchement s'est fait sentir. K. Johannsen, collaborateur du *Socialdemokraten*, se signale tout particulièrement. L'Exécutif lui reproche notamment : 1° d'avoir jeté le discrédit sur l'I. C. et les camarades norvégiens dévoués à la solidarité internationale, alors qu'il ne cachait nullement sa sympathie à l'égard des social-démocrates majoritaires allemands ; 2° d'avoir combattu la politique de l'I. C. envers le Parti serratiste d'Italie ; 3° d'avoir

fourni, par ses remarques ambiguës relatives au procès des S. R., à la presse bourgeoise des arguments pour combattre la Russie soviétiste, et tenté d'écarter les protestations fondées du *Klassenkampfen* (*Lutte de Classes*), organe des Jeunesses Communistes, en invoquant son droit de « critique libre ».

« Cependant, dit le message de l'Exécutif, le *Socialdemokraten* devait savoir que le droit de critique d'un organe communiste n'est pas illimité ; il ne peut aller plus loin que ne l'autorise l'intérêt du Parti, de l'Internationale, et par conséquent, de la classe ouvrière tout entière. »

Après avoir constaté que le *Socialdemokraten* s'est livré à des violentes attaques contre la fraction communiste au Storting (Chambre des députés) l'Exécutif continue.

« Le Parti Ouvrier de Norvège n'a-t-il pas une direction responsable devant le Congrès du Parti, lequel détermine l'attitude de la fraction parlementaire pour toute action importante ? Et le groupe parlementaire ne s'est-il pas conformé aux directives du Comité Central

du Parti ? Dans ces conditions, comment le Comité Directeur peut-il tolérer que l'organe central du Parti renouvelle, contre le groupe du Storting, des attaques susceptibles de le discréditer aux yeux des masses ouvrières et de ruiner la confiance indispensable à un travail utile ? Autant que la fraction parlementaire s'en tient aux directives du Parti ou de sa direction, elle est en droit d'exiger que la presse du Parti lui prête un concours légitime. Et si un journal du Parti ne se conforme pas à cette règle et se plait même, parfois, à désavouer l'action du Parti, c'est le devoir du Comité Directeur d'intervenir. Même si la rédaction estime que le Parti a commis des fautes, son devoir est de se soumettre à la décision prise décision qui exprime la volonté du Parti. Seule, une action coordonnée du Comité Directeur, de la fraction au Storting et de l'organe central peut créer l'unité et donner au Parti la force qui lui est indispensable. Tout cela devrait être chose naturelle dans un Parti communiste. Dès son début, le mouvement communiste a énergiquement combattu les revendications des opportunistes relatives à une « liberté » intangible de la presse et des fractions parlementaires du Parti, ainsi que le séparatisme des groupes locaux. Les décisions des 2^e et 3^e Congrès de l'I. C., adoptées par le Parti Ouvrier de Norvège, sont absolument sans équivoque à cet égard.

« Il va de soi qu'il est permis de discuter et de critiquer, au sein du Parti, toutes les actions de celui-ci et de ses divers organes, y compris la fraction parlementaire. Mais ces discussions et critiques, au sein du Parti, si sévères qu'elles soient, sont une chose bien différente des attaques qu'un journaliste indiscipliné croit devoir faire sous les yeux de tout un monde d'ennemis. »

« Sans doute, des divergences de vue entre communistes sont possibles sur une question comme, par exemple, celle de la conciliation obligatoire. Cela était d'autant plus naturel qu'il s'agissait d'une question tactique très ardue. Dans cette affaire, l'Exécutif a adopté une attitude différente de celle du Comité central de la fraction parlementaire du P. O. N. ; mais il n'a pas conclu, de cette divergence de vues, que les camarades composant ces deux organes du Parti n'étaient pas de bons communistes ; au contraire, il reconnaît volontiers que, malgré la faute qu'ils ont à son avis commise, ils se sont manifestement efforcés de servir les intérêts de la lutte révolutionnaire de classes. L'Exécutif accueille volontiers la proposition du Comité Directeur, de résoudre d'un commun accord cette difficile question tactique. Il n'a jamais considéré comme de vrais communistes les critiques « radicaux » de la fraction au Storting. Au contraire, il s'est déjà prononcé jadis contre le « pseudo-radicalisme irresponsable », qui le plus souvent ne sert qu'à dissimuler un opportunisme de tactique ou d'organisation. Car c'est justement ainsi que se comportèrent les « communistes » pseudo-radicaux d'Allemagne, de France et d'Italie, dont plusieurs, — Paul Lévi et Serrati notam-

ment — ont fini par se séparer de l'I. C. »

L'Exécutif, abordant ensuite les idées suggérées par le *Socialdemokraten* sur la fusion du Parti communiste avec le Parti social-démocrate de droite, constate que, malgré le dessein peut-être contraire du journal, cette suggestion n'a fait que semer la confusion dans les rangs du Parti, car elle constitue une application absolument fautive de la tactique du front unique. D'autant plus que les thèses de l'Exécutif dénoncent comme pernicieuse et anti-communiste toute fusion organique d'un Parti communiste avec un Parti social-traitre. Les débats sur cette fusion des partis furent ouverts par la rédaction de *Socialdemokraten*, sans entente préalable avec le Comité Central du Parti. Après avoir blâmé le Comité Directeur du P. O. N. de n'être pas intervenu aussitôt, l'Exécutif dit :

« L'Internationale veut qu'un Parti communiste libre, indépendant, capable de s'adapter aux situations, fasse en Norvège tout ce qui est en son pouvoir pour amener les différentes organisations ouvrières syndicales et politiques, à constituer un front unique dans la bataille contre le pouvoir capitaliste. Mais elle exige en même temps que cette bataille soit conduite par des communistes, détenant leur mandat d'un véritable Parti communiste, et non d'un amalgame chaotique de communistes, syndicalisants et plus ou moins social-démocrates. Le Parti repousse énergiquement pareille confusion sans aucun égard pour les social-démocrates qui se montreraient bien disposés ou feraient semblant d'admettre certaines idées communistes. Toutefois, nous savons aussi, fort bien, que le prolétariat norvégien est absolument étranger à toute tentative avec l'Internationale d'Amsterdam en font foi. Ils ont appris à bien connaître les social-démocrates et n'ont plus aucune confiance en eux. »

L'Exécutif reproche également au Comité Central de n'avoir pas encore pris une position nette en face du problème d'organisation : d'avoir au contraire repoussé, par 9 voix, une motion préconisant la nécessité de créer « un Parti communiste unitaire, bien discipliné et basé sur le principe du centralisme démocratique ». Puis l'Exécutif, rappelant les concessions faites, en 1920, à l'ancien principe norvégien, — principe abandonné depuis longtemps ailleurs, — de l'adhésion collective au Parti communiste, avec la réserve, toutefois, que le Parti Ouvrier de Norvège se conformerait bientôt aux stipulations des 2^e et 3^e Congrès de l'I. C., constate que les deux projets d'organisation qu'on se propose de présenter au Congrès du Parti sont absolument inacceptables.

« La transformation du P. O. N., dit l'Exécutif, en un Parti communiste actif, bien discipliné, basé sur le principe de l'adhésion individuelle, est une des tâches les plus urgentes qui se présentent aux camarades norvégiens. On n'a pas le droit d'affirmer que la révolution mondiale est ajournée aux calendes

grecques et que, pour ce motif, il n'est nullement besoin de hâter la constitution d'un Parti communiste authentique en Norvège. L'évolution vers de nouvelles explosions révolutionnaires continue ; et le prolétariat norvégien peut à tout moment voir surgir une situation révolutionnaire aiguë. Il importe donc qu'il ait un Parti communiste solide ; qu'il soit construit non sur les bases d'autres organisations, mais sur les siennes propres, c'est-à-dire que ses adhérents y soient venus volontairement, obéissant à leur conviction personnelle, et soient prêts à accepter, nationalement et internationalement, la discipline communiste. Sinon, il se pourrait que le prolétariat norvégien eût à payer, aussi cher que jadis la classe ouvrière hongroise, l'absence d'un véritable Parti communiste, dirigeant la lutte de classes. »

L'Exécutif établit encore que les thèses sur le front unique, qu'entend présenter le Comité Central au Congrès du Parti, sont imprécises, incomplètes et sont même, sur certains points, contraires aux décisions de l'I. C. A propos de l'organe *Mot Dag*, il rappelle au Comité Central du Parti norvégien, qu'il est de son devoir d'exiger de tout adhérent qu'il se soumette loyalement aux décisions prises par le Parti.

Enfin, l'Exécutif adresse au Comité Central du P. O. N. les questions suivantes, auxquelles il le prie de répondre avant le 20 octobre, afin que le 4^e Congrès mondial puisse décider :

« Le Comité Central est-il disposé à faire quelque chose d'effectif en vue de constituer le Parti en conformité aux principes du centralisme démocratique ? Si oui, que compte-il faire ?

« Le Comité Central est-il décidé à prendre les mesures susceptibles d'établir des rapports organiques normaux entre l'organe central, la direction centrale et la fraction parlementaire du Parti ? Le cas échéant, lesquelles ?

« Le Comité Central est-il prêt à exclure du Parti K. Johannsen, collaborateur au *Socialdemokraten* ?

« Le Comité Central est-il prêt à exécuter enfin, et sans nouvelles hésitations, les décisions de l'Exécutif de l'I. C. relatives au changement de nom de l'organe central du Parti ?

« Le Comité Central veillera-t-il à ce que désormais la revue *Mot Dag* remplisse au moins les devoirs les plus élémentaires d'un organe loyal du Parti ?

« Le Comité Central se déclare-t-il disposé à travailler loyalement pour la réalisation du front unique conformément aux directives préconisées par l'I. C.

« Le Comité Central s'engage-t-il à veiller à ce qu'aucune négociation ne soit ouverte, — même sous forme d'articles de presse, — avec les social-démocrates, en vue d'une fusion des deux partis ? »

L'Exécutif déclare finalement que, de façon ou d'autre, la question des déviations du Parti Ouvrier de Norvège sera posée au 4^e Congrès.

« Le 21 juin dernier, le P. O. N. a manifesté, par son action sa ferme volonté de soutenir de toutes ses forces l'I. C. et la Russie des Soviets. Par leur sortie de la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam, les ouvriers syndiqués de Norvège manifestèrent également leur désir de se donner une organisation militante. Par le secours efficace qu'il a prêté aux affamés russes, le prolétariat norvégien a montré une admirable volonté de sacrifice. Tout cela assure au P. O. N. une position honorable au sein de l'I. C. Pourtant, il est de rigueur que nos camarades norvégiens comprennent qu'ils ne doivent ménager aucun effort pour orienter leur Parti dans un sens réellement communiste. Il faut que tous les adhérents deviennent des communistes conscients et suscitent parmi eux un esprit qui assure la victoire des travailleurs sur le pouvoir du capital.

« Dans quelques semaines, les élections communales vont avoir lieu en Norvège. Une fois déjà, le Parti du Prolétariat Norvégien domina la vie communale de la capitale. Ce fut sous le régime du Parti social-démocrate de droite. Aujourd'hui, mais cette fois dirigé par un Parti révolutionnaire, il est possible au prolétariat norvégien de reconquérir la municipalité de la capitale. Aussi, l'I. C. attend-elle avec la plus grande impatience les résultats de ces élections. »

L'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste, revue paraissant en quatre langues dans les quatre principales capitales européennes, vient de paraître en France.

L'Internationale Communiste (numéro 21) contient des articles de : Zinoviev, Radek, Trotsky, Varga, Thaleimer, Losovsky, etc., c'est-à-dire des meilleurs théoriciens du communisme international.

L'Internationale Communiste est indispensable aux militants révolutionnaires du parti et des syndicats, aux hommes d'étude et aux hommes d'action, aux bibliothèques ouvrières.

L'Internationale Communiste forme un recueil unique de commentaires et de matériaux sur le mouvement révolutionnaire mondial.

L'Internationale Communiste est tirée à un nombre d'exemplaires limité. Il ne sera pas fait de second tirage. Ceux qui négligeront d'acquiescer à temps leur numéro auront du mal à constituer plus tard leur collection.

L'Internationale Communiste paraît sur 128 pages grand format et coûte 5 francs (franco, 5 fr. 50). La commander ou l'acheter à la librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Paris.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La vie intérieure et le travail du Parti communiste allemand

I

L'intense et féconde activité du Parti Communiste allemand depuis le 3^e Congrès de l'I.C. n'a été rendue possible que par son unité intérieure, — unité intérieure conquise au prix d'une lutte tenace contre toutes les maladies infantiles du communisme.

De celles-ci la dernière en date fut l'opportunisme, qui s'inspira d'une interprétation erronée de la tactique du front unique et tenta, après le retour des délégués au 3^e Congrès de Moscou, de pénétrer le Parti. Le mot d'ordre : *Allons aux masses* fut interprété comme une invitation à s'adapter aux masses en leur déguisant les principes et les buts du communisme. — Ce fut aussi quelque peu une réaction contre la prétendue théorie de l'offensive, qui aurait abouti, dit-on, à l'action de mars 1921. Paul Lévi se fit, contre ladite théorie, pourtant dépouillée par le 3^e Congrès de Moscou de son caractère redoutable, un accusateur public acharné. Elle effarouchait encore des faibles. Il en résulta qu'un certain nombre de camarades, parmi lesquels nous nommerons Ernst Daeumig et Adolphe Hoffmann, croyant voir dans les décisions du Congrès de l'éna des survivances de la « théorie » exécrée, quittèrent le Parti, tandis que d'autres — Kurt Geyer et Bernard Düwel — s'efforçaient de le paralyser de l'intérieur par une critique dissolvante et mensongère. Le Parti dut les exclure.

Après les trop fameuses « révélations » du *Vorwaerts* sur l'action de mars, un groupe de militants, inspirés par Paul Lévi, crut le moment venu de former dans le Parti une fraction opportuniste : il se mit à bombarder les organisations de manifestes dans lesquels le Comité Central était odieusement pris à partie. Dans sa session de janvier 1922, le Conseil National du Parti prononça l'exclusion des 28 signataires de l'un de ces documents qui, tous, passèrent alors à l'Association Communiste du Travail (*Kommunistische Arbeitsgemeinschaft*, fondée par Paul Lévi. En somme, cette crise, qui immobilisa un moment le Parti, se réduisit à la rébellion de quelques leaders contre la tactique révolutionnaire de l'organisation. La preuve en est faite par l'adhésion ultérieure (mars 1922) de l'« Association Communiste du Travail » à la Social-démocratie indépendante — au sein de laquelle ses membres ont été des artisans de la fusion avec la Social-démocratie majoritaire !

En s'épurant de ces éléments, le K. P. D. se guérit de l'opportunisme. Il devait, depuis ce moment, suivre son chemin, l'œil clair et le pied ferme. S'il y eut ensuite quelquefois, dans notre Parti, des velléités d'opposition de gauche, ce ne furent que recrudescences bien compréhensibles de l'horreur inspirée par l'opportunisme après tant d'expériences faites avec des militants des plus en vue...

Mais toute l'action du Parti montre que nul germe d'opportunisme ou de réformisme ne s'y développe plus. Et les discussions actuellement en cours sur le programme révèlent l'impuissance de « l'opposition de gauche » à découvrir et montrer, même dans les paragraphes du programme traitant des revendications transitoires, quelque chose d'y ressemblant.

Au prix de lutttes incessantes, au prix d'expériences douloureuses, le K. P. D. a donc réussi à se donner une théorie politique ferme et nette qui lui est un guide sûr dans l'action quotidienne.

II

Les lutttes soutenues par le Parti Communiste allemand, ainsi que les persécutions dont il a été l'objet, l'ont longtemps empêché d'affermir ses organisations. Ce ne fut qu'après l'action de mars 1921 que le Parti entreprit de se forger un mécanisme intérieur adapté aux besoins actuels, en instituant ses « Groupes de Dix ».

Ses effectifs, estimés à 450.000 hommes à l'époque du Congrès de fusion de Berlin — qui réunit aux anciens Spartakistes et communistes les indépendants de gauche — apparurent, au premier recensement sérieux, comme beaucoup moins nombreux. En août 1921, au Congrès d'Iéna, il ne fut pas encore possible de dresser un état complet des adhérents : l'insurrection de mars était trop récente encore et l'appareil d'organisation trop faible.

Nous n'avons réussi que l'an dernier à recenser sérieusement nos effectifs. A l'heure actuelle, les rentrées de cotisations et leur versement au Comité Central laissent toujours un peu à désirer, ce qui fait que le nombre de nos adhérents réels paraît parfois inférieur à celui des inscrits.

L'an passé, on estimait le total de nos membres à 359.613 et la statistique actuelle, basée sur les données des sections, en accuse 328.017, tandis que, d'après les cotisations versées nous avions, en

1921, 157.168 adhérents, et nous en avons maintenant 255.883.

III

Le K. P. D. dispose de 38 journaux quotidiens (dont 17 sont en réalité des éditions locales) tirant ensemble à 338.626 exemplaires. La hausse formidable des frais d'impression et du prix du papier oblige le Parti à augmenter continuellement le prix des abonnements à ses organes, ce qui entrave leur diffusion. La *Rote Fahne* de Berlin a dû, en un an, porter le prix de ses abonnements mensuels de 10 marks à 300 sans arriver à couvrir complètement ses frais !

Pour la propagande parmi les syndiqués des villes et des campagnes, le Parti édite un bi-mensuel : *Der Kommunistische Gewerkschafter* (Le Syndiqué Communiste), qui tire 33.000 exemplaires. Il publie encore :

Die Kommunistin (La Femme Communiste), tirant à 29.000 ;

Der Pflug (La Charrue), organe rural, tirant à 5.000 ;

Die Kommune (La Commune), organe d'information des mandataires municipaux et communaux du Parti (tirage : 3.000) ;

Die Internationale, revue bi-mensuelle, 3.000 exemplaires.

Les frais énormes d'impression et d'expédition nous obligent à restreindre notre propagande par l'imprimé. Notre Parti réussit néanmoins à affermir sa presse, qui doit rester à la hauteur des événements.

Le groupe communiste au Reichstag ne compte plus aujourd'hui que 14 députés. 12 députés ont

quitté le parti, au cours de ses luttes intestines, sans lui rendre leurs mandats. Dans les diverses Diètes des Etats allemands, le K. P. D. a 76 députés. Il détient, dans les Conseils provinciaux, 69 sièges. Il a, dans 420 villes, 12.014 conseillers municipaux ; dans 479 communes, 1.507 conseillers communaux et, dans 67 cantons, 281 conseillers cantonaux.

L'effort continu de ses groupes, fractions et noyaux dans tous les domaines de la lutte de classes a fini par créer au Parti un bon corps de militants. Le Parti travaille d'ailleurs constamment à l'éducation théorique et pratique de ses adhérents. Pendant l'exercice passé, deux générations successives d'élèves, venus de tous les points du Reich, ont suivi les cours de notre Ecole communiste. La première série de cours a duré un mois, la seconde un trimestre. L'Ecole communiste paraît en état de contribuer utilement à la formation des militants et des organisateurs.

IV

L'aperçu du travail accompli par le Parti Communiste allemand que j'ai tenté de donner ici est forcément sommaire. J'ai dû passer bien des choses sous silence, faute de place. En résumé, on peut dire — les forces et les ressources dont il dispose étant tenues en compte — que le K. P. D. a bien travaillé pour le mouvement révolutionnaire prolétarien ; il a néanmoins conscience de ses défauts et de l'imperfection de son travail et il s'efforce d'y remédier. Il sait que la situation économique et politique de l'Allemagne lui impose de grandes responsabilités auxquelles il ne pourra faire face qu'en concentrant toujours plus ses énergies

W. PIECK.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe

La Commune de Paris et la Révolution russe. — Créateurs et maîtres de l'Etat, non plus ses sujets ! — L'avance des Russes.

La Commune, un des journaux de Paris le plus important, pendant l'insurrection ouvrière de 1871, écrivait un jour : « Il s'agit, pour la Commune, non de république, mais de révolution ». C'était remarquablement juste. D'autant plus que c'était écrit le 31 mars 1871, c'est-à-dire moins de deux semaines après la proclamation de la Commune. Oui, il ne s'agissait pas de république, mais bien de révolution. Ce n'était pas un changement de régime républicain bourgeois, c'était le commencement d'une révolution prolétarienne. C'était un mouvement qui, par sa profondeur et par sa portée historique, méritait la haute appellation de : *Révolution*.

Et si c'est vrai de la Commune de Paris, c'est d'autant plus vrai de notre grande révolution russe. Dressant le bilan des cinq premières années d'existence du pouvoir des Soviets, nous répétons avec fierté, en nous l'appliquant à nous-mêmes, cette phrase de l'organe des communards : « Il ne s'agit pas chez nous de *république*, mais de *révolution* ».

« La tradition était abolie, quelque chose d'inattendu s'accomplissait. Personne au gouvernement n'appartenait aux classes dirigeantes », écrit Arthur Arnould. Et P.-L. Lavrov, dans son livre sur la *Commune de Paris*, dit : « La révolution de 1871 se décida, pour la première fois dans l'histoire, à placer dès son début à sa tête des *inconnus* pris dans le peuple. La Commune de Paris fut la première organisation sociale à la tête de laquelle on vit des Fraenkel, des Varlin et d'autres travailleurs manuels. Et malgré toutes les fautes, malgré toutes les insuffisances de leurs administrations, ils ont démontré que la classe ouvrière possède des hommes capables de gérer les intérêts collectifs tout aussi bien que les intellectuels qui, jusqu'à présent, ont considéré l'administration comme leur spécialité... Comparée aux décrets issus des parlements et des ministères, confectionnée par des hommes politiques formés, dressés avec le plus grand soin, c'est à peine si la législation de la Commune mériterait le moindre blâme. Des relieurs, des serruriers, des hommes se sont montrés aussi capables que des hommes politiques formés dans les lycées et les écoles sociales, grandis dans les milieux politiques. La Commune de Paris, durant sa courte existence,

a détruit l'illusion que l'éducation bourgeoise confère une supériorité quelconque dans la gestion des intérêts sociaux... Les grandes journées de mars 1871 ont été les premières durant lesquelles le prolétariat a non seulement fait une révolution, mais s'est encore placé à sa tête. C'a été la première révolution du prolétariat ».

Ces mots d'Arnould et de Lavrov caractérisent ce qu'il y avait d'immortel dans la Commune de Paris.

Mais quel droit la révolution russe n'a-t-elle pas de se les appliquer à plus forte raison ! Entre la Commune de Paris et le régime des Soviets, il y a la même différence qu'entre l'enfant et l'homme fait. La Commune de Paris, après avoir vécu 72 jours, a été noyée dans le sang des meilleurs de ses fils. Victorieuse, la Révolution russe fête son V^e anniversaire dans de telles circonstances que nous avons la certitude d'avoir fait le plus dur et assuré, incontestablement, la victoire de la classe ouvrière.

Ce qu'il y a d'immortel dans notre révolution, c'est qu'elle a fait naître les masses populaires à une vie nouvelle. Elle est grande, avant tout, pour avoir ruiné le fétichisme de l'Etat bourgeois. Ses ouragans ont dissipé les nuées mystiques qui, aux yeux du « bas peuple », entouraient le mystère du pouvoir. Les masses laborieuses de la Russie ont vu comment se fait un Etat, comment se crée un gouvernement, et quoiqu'elles aient souffert pendant ces cinq années, elles n'ont jamais cessé de se sentir les créatrices du nouveau pouvoir — au lieu d'en être les sujettes.

Depuis cinq ans déjà, des inconnus gouvernent cette sixième partie du globe qui s'appelle la Russie. « Des serruriers et des relieurs » détiennent le pouvoir à la fabrique, à l'usine, à la mine, aux chemins de fer, dans les arrondissements, les districts, dans des provinces dont quelques-unes sont aussi grandes que des Etats d'Europe, — dans toute la Russie.

Que de commentaires haineux suscita en son temps le mot de Lénine disant que la révolution prolétarienne apprendrait à chaque cuisinière à participer au gouvernement. Mais que les incrédules veuillent bien ouvrir les yeux ! Cette prédiction ne s'est-elle pas réalisée ? Ne sont-ce pas des travailleurs manuels, pour parler comme Lavrov, qui gouvernent l'Etat russe ? Les Soviets ne sont-ils pas composés de manuels ?

— Mais il n'y a pas de Soviets en Russie ! crient à tous les carrefours les mencheviks et quelques autres défenseurs de la bourgeoisie. Vos Soviets sont purement fictifs...

Il n'y a pas de Soviets ? Vous le dites parce qu'ils ne ressemblent en rien aux Parlements bourgeois, votre idéal.

Il n'y a pas de Soviets ? Et l'on vient nous le dire dans la cinquième année du gouvernement des Soviets, quand ils sont déjà entrés dans les mœurs, la chair, le sang du peuple russe !

Il n'y a pas de Soviets ? Mais regardez donc Petrograd où viennent d'avoir lieu les élections du Soviet dans une cité prolétarienne renaissante, où pas un ouvrier, pas une ouvrière, pas une cuisinière, pas un apprenti n'ont manqué de participer aux élections de leur Soviet.

Ce qu'il y a d'immortel dans la révolution russe, c'est que les masses populaires, composées de millions et de dizaines de millions de travailleurs, cessant d'être soumises au gouvernement — cessant d'être l'objet du gouvernement — en sont devenues les créatrices. C'est précisément ce fac-

teur qui a suscité la nouvelle Russie, révélé des sources inépuisables d'énergie humaine, appelé à la vie une jeunesse nouvelle, engendré chez nos prolétaires une audace et une volonté telles que le monde n'en avait pas encore vu de pareilles. Plus d'une fois, au cours des révolutions précédentes, les trônes des tsars s'écroulèrent. Celui de la bourgeoisie a pour la première fois été jeté bas, pour de bon, en Russie. Pour la première fois dans l'histoire, depuis cinq ans, à la grande confusion des classes ennemies, *ce n'est pas une république* (au sens bourgeois de ce terme), *c'est une révolution*, une grande révolution prolétarienne, qui règne sur un pays.

Dans nombre de pays d'Europe et d'Amérique, les ouvriers sont plus cultivés, moins ignorants que leurs frères russes. Mais nos prolétaires de Russie ont, en ce cinquième anniversaire des Soviets, une supériorité tout au moins sur leurs frères de partout. Ils ont l'expérience pratique de la première révolution prolétarienne. Ils n'ont pas vu seulement comment on la fait, ils l'ont faite. En ce sens, ils dépassent d'une coudée entière les travailleurs des autres pays. On aperçoit toujours dans le regard d'une vieille tisseuse russe, d'un manœuvre, d'un apprenti fluet, — si seulement on veut bien l'apercevoir, — une étincelle que ne possède pas encore le regard des prolétaires des pays où la révolution sociale n'a pas été faite. Cette étincelle y a été allumée par notre victoire. Elle exprime à la fois tout le réalisme des grandes années de la révolution et tout l'héroïsme de ces années terribles. Nos travailleurs ont tout vu, tout éprouvé, immensément souffert et vaincu la bourgeoisie. En ce sens, ils sont plus âgés, plus mûrs que leurs frères des pays bourgeois, — ce qui n'empêchera pas ces derniers, ayant vaincu à leur tour, de dépasser certainement, sous bien des rapports, le prolétariat russe.

C'est là ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe. Seuls ne s'en rendent pas compte les gens qui ont en place de cœur on ne sait quel mécanisme d'horlogerie.

En définitive, c'est cette expérience pratique qui fait du prolétariat russe l'avant-garde du mouvement ouvrier international. C'est elle qui lui a donné la force de jouer pendant plusieurs années, dans l'Internationale Communiste, un rôle dirigeant.

Est-ce, en effet, la Russie des Soviets qui est au service de la révolution mondiale ou la révolution mondiale qui est au service du gouvernement des Soviets ? Le gouvernement des Soviets sert-il l'Internationale Communiste ou s'en fait-il servir ? Question que nos adversaires ne cessent de tourner et de retourner dans tous les sens, les uns parce que tel est leur intérêt, les autres par pure stupidité. Les malins ! Qu'ils y réfléchissent. Sont-ce les fondations, dans une bâtisse, qui servent à la toiture ou *vice versa* ?

Courte, mais grande, l'expérience pratique de la Commune de Paris a immortalisé les prolétaires qui l'ont accomplie, parce qu'ils ont les premiers montré qu'on peut renverser la bourgeoisie. La formidable expérience de la révolution bolchevik immortalise de même la révolte des travailleurs russes. Quoi qu'en disent les sceptiques et les gens de peu de foi, la révolution prolétarienne russe vit dans les cœurs des travailleurs du monde, leur est un exemple, un appel à l'exploit, un espoir, — leur est l'étoile sur laquelle ils se guident.

En un mot, ce qu'il y a d'immortel dans la révolution russe, c'est qu'elle est le commencement de la révolution mondiale.

G. ZINOVIEV.

Projet de thèses générales sur la question d'Orient

(Suite)

7. Le renoncement de la part des communistes des colonies à la lutte contre la violence impérialiste, sous prétexte qu'il s'agit là de défendre des intérêts de classe autonomes, constitue de l'opportunisme de la pire espèce ; il ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. La tentative de se dérober à la lutte pour les intérêts essentiels et quotidiens de la classe ouvrière au nom de « l'Union Sacrée » avec les démocrates bourgeois n'est pas moins nuisible. Un problème double se présente devant les partis ouvriers et communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux ; d'une part, ils luttent pour la solution la plus radicale des problèmes de la révolution démocratique bourgeoise tendant à la conquête de l'indépendance politique de l'Etat ; d'autre part, ils organisent les ouvriers et à leur suite les masses paysannes pour lutter pour les intérêts sociaux de classe, profitant en cela de toutes les contradictions qui existent dans le camp nationaliste démocrate bourgeois. En formulant les revendications sociales des couches inférieures de la population ouvrière et paysanne sous forme de mots d'ordre révolutionnaires communs aux deux classes, comme par exemple, les revendications agraires, la liberté de la coalition ouvrière, etc... ils stimulent par là-même l'énergie révolutionnaire ; ils la libèrent, cette énergie qui ne trouve pas d'issue dans les revendications bourgeoises libérales. La classe ouvrière des colonies et des pays semi-coloniaux doit se souvenir fermement que toute expansion, tout approfondissement de la lutte contre le joug impérialiste des grandes puissances peuvent seuls lui faire jouer le rôle de chef révolutionnaire. Et réciproquement, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des couches paysannes semi-prolétariennes sont capables d'augmenter l'envergure révolutionnaire de la lutte contre l'impérialisme (exemple : l'œuvre du Parti communiste des Indes néerlandaises).

Les Partis communistes d'Orient qui sont encore à l'état plus ou moins embryonnaire doivent parvenir jusqu'aux masses ; elles le feront en menant une lutte énergique contre les préjugés vétustes des corporations, contre l'influence bourgeoise dans les ligues ouvrières, pour la transformation de ces formes embryonnaires de l'organisation syndicale en organes de combat des masses. Ils doivent appliquer tous leurs efforts à l'organisation des nombreux journaliers agricoles et des com-

pagnons de l'artisanat sur la base de la défense de leurs intérêts quotidiens.

8. Si en Occident, les conditions de la période transitoire se rattachent à une accumulation organisée des forces et font passer au premier plan le mot d'ordre du front ouvrier unique, il est nécessaire actuellement dans l'Orient colonial de formuler celui du *front antiimpérialiste unique*. Cette opportunité est déterminée par la perspective d'une lutte longue et chronique contre l'impérialisme mondial. De même que le mot d'ordre du front ouvrier unique a contribué et contribue en Occident à démasquer la trahison des intérêts du prolétariat par les socialistes-démocrates, le même, le mot d'ordre du front unique antiimpérialiste contribuera à démasquer les compagnons occasionnels et intéressés des mouvements révolutionnaires coloniaux ; on verra ainsi qui sont les *partisans* de traiter avec l'impérialisme ; il sera *plus facile* ainsi de rendre *plus nette* la conscience de classe des masses laborieuses et de *lutter contre tous les restes* du féodalisme. Le mouvement ouvrier des colonies et des pays semi-coloniaux doit avant tout conquérir la position d'une force autonome, d'un facteur révolutionnaire autonome dans tout le front antiimpérialiste. Ce n'est que sur la base qui lui reconnaît une signification autonome, ce n'est qu'en conservant son entière indépendance politique que l'on peut admettre et que sont nécessaires les ententes temporaires et des alliances avec la démocratie bourgeoise. Le prolétariat ne soutient des mots d'ordre démocratiques progressifs (République Démocratique Indépendante, abolition de tous les droits et privilèges féodaux, etc...) que pour autant que les relations actuelles des forces en présence ne lui permettent pas de faire de son programme soviétique sa tâche immédiate. En même temps, il tend de son côté de formuler des mots d'ordre qui contribueraient à relier politiquement les masses paysannes et semi-prolétariennes au mouvement ouvrier. Le front unique antiimpérialiste est irrémédiablement lié à l'orientation vers la Russie des Soviets, vers le front prolétarien unique contre l'impérialisme et la réaction capitaliste. Un des problèmes les plus importants de la tactique du front antiimpérialiste unique est de faire comprendre aux grandes masses laborieuses la nécessité de l'alliance avec le prolétariat international et la République des Soviets. La révolution coloniale ne vaincra qu'avec la révolution prolétarienne ou elle ne vaincra pas.

L'application de la tactique du front anti-impérialiste unique exige que l'on tienne rigoureusement et exactement compte des conditions concrètes historiques et du groupement des forces de classe à l'intérieur du pays, ainsi que dans le domaine international dans chaque cas donné.

Le danger d'un accord entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes se combattant entre elles est bien plus grand dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou dans les pays ayant atteint l'indépendance politique grâce à la rivalité des impérialistes (Turquie) que dans les colonies. Tout accord d'un tel genre équivaut à un partage de pouvoir totalement hors de proportion entre les classes dirigeantes indigènes et l'impérialisme ; il laisse sous le manteau d'une autonomie superficielle le pays dans l'ancienne situation d'un Etat tampon semi-colonial au service de l'impérialisme mondial. Dans de telles conditions, la revendication d'une alliance intime avec la république prolétarienne des Soviets sera l'étendard du front antiimpérialiste. A côté de cette revendication, la lutte la plus énergique doit être menée pour démocratiser au maximum le régime politique ; cela se fera pour enlever tout appui dans le pays aux éléments les plus réactionnaires au point de vue politique et social ; on garantira ainsi l'organisation libre des travailleurs en lutte pour leurs intérêts de classe revendications de la république démocratique, la réforme agraire radicale, la réforme du système d'imposition, la réorganisation de l'appareil administratif sur les bases du self-gouvernement, la législation ouvrière, etc...). Même sur le territoire de la Turquie indépendante, la classe ouvrière ne jouit pas du droit de coalition, ce qui est un indice caractéristique de l'attitude des démocrates bourgeois envers le prolétariat.

9. Il est nécessaire de signaler la situation spéciale du prolétariat japonais dans sa lutte contre l'impérialisme en Extrême-Orient. Le Japon est une des plus grandes puissances qui opprime la Corée, la Chine, la Mongolie et l'Extrême-Orient russe. La formation au Japon du Parti communiste et la croissance de l'aile gauche syndicale ouvrent à la classe ouvrière japonaise de larges perspectives révolutionnaires. Elle devra prendre activement part à la révolution démocratique bourgeoise qui se prépare au Japon ; cette révolution sera dirigée contre l'oligarchie ploutocratique militaire qui est au pouvoir ; la classe ouvrière, alliée aux paysans sans terre ou en possédant peu, devra obtenir la situation de chef politique dans le mouvement révolutionnaire. Le succès de la lutte contre l'impérialisme en Extrême-Orient dépend des succès révolutionnaires de la classe révolutionnaire au sein du pays. Elle ne peut passer à la solution des problèmes de la révolution prolétarienne sans avoir au préalable balayé hors du pays tous les restes du passé féodal et coupé dans la racine la domination de l'impérialisme national. La triple alliance des masses laborieuses, du Japon, de

la Chine et de la Corée doit assurer le développement libre des peuples opprimés de l'Extrême-Orient.

La signification primordiale des mouvements révolutionnaires coloniaux, pour la cause de la révolution prolétarienne internationale appelle la nécessité d'intensifier le travail dans les colonies, avant tout de la part des Partis communistes des puissances impérialistes. L'impérialisme français base tous ses calculs, quant à la défaite de la lutte prolétarienne révolutionnaire en France et en Europe sur l'utilisation de ses esclaves coloniaux en qualité de réserve combative de la contre-révolution.

L'impérialisme anglais et américain continue toujours à provoquer la scission dans le mouvement ouvrier en attirant à soi l'aristocratie ouvrière, en lui promettant une part du surplus des avantages qu'il recueille, grâce à l'exploitation coloniale. Chaque Parti communiste des pays possédant des colonies doit se charger de la tâche d'organiser une aide systématique, matérielle et intellectuelle au mouvement ouvrier et révolutionnaire des colonies. Tous les Partis de l'Internationale communiste doivent expliquer incessamment aux grandes masses laborieuses toute l'importance de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les Partis communistes qui militent dans les pays considérés comme grandes puissances doivent désigner dans le sein de leurs Comités centraux des commissions coloniales permanentes qui s'occuperont des buts indiqués ci-dessus.

L'Internationale Communiste aidera les Partis communistes d'Orient, en première ligne, en créant des organes périodiques de la presse et les éditions en langues indigènes. On doit accorder une attention spéciale au travail de propagande parmi les émigrants ouvriers européens et les troupes d'occupation dans les pays coloniaux.

Les Partis communistes des grandes puissances ne doivent abandonner aucune occasion pour démasquer la politique de brigandage colonial de « leurs » gouvernements impérialistes et de leurs partis bourgeois et opportunistes.

La Collection

du Bulletin Communiste sera, dans quelques mois, introuvable. Il ne nous reste qu'un nombre d'exemplaires fort limité.

Il est inutile de vanter l'intérêt et la valeur de cette collection unique d'écrits des grands hommes de la Révolution russe, des Révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie.

Que ceux qui veulent posséder la collection complète se hâtent.

Prochainement, nous mettrons en vente des collections des 1^{re} et 2^e années du B. C., reliées forte toile noire. Chaque année sera cédée au prix de 30 francs, franco.

Le nombre étant très limité, nous prions nos camarades de nous adresser les commandes dès maintenant.

Ecrire à René Lédoux, 142, rue Montmartre, Paris.

Les idées des Babouvistes⁽¹⁾

Pour bien comprendre l'ensemble des idées que nous appelons babouvisme, il faut considérer le grand mouvement de la Révolution, jusqu'à la naissance de la conjuration. Il faut, d'autre part, examiner les doctrines extrêmes du parti des Égaux, la pensée des leaders, de cette élite audacieuse et généreuse qui allait de l'avant, assumait les responsabilités, ouvrait les voies nouvelles aux masses poussées par l'instinct plutôt que par la raison. Il faut, enfin, relier ce courant communiste au mouvement socialiste du XIX^e siècle et, plus près de nous, à la Révolution russe.

Au début de son *Histoire de la conjuration de Babeuf*, Buonarroti a montré en des pages impressionnantes et vraies que le babouvisme sortait des entrailles de la Révolution, qu'il en était l'héritier légitime et, comme a dit Jaurès en sa langue colorée, « la convulsion sublime », le « spasme suprême avant l'apaisement du Consulat et du Premier Empire ».

En luttant pour la Constitution de 1793 et le communisme, Babeuf et ses amis avaient la prétention d'être dans la pleine tradition révolutionnaire. Plus particulièrement, ils croyaient reprendre et continuer l'œuvre de ce grand parti de la « délivrance réelle de l'humanité » ou de la « réforme entière de la société » dont parle Buonarroti, parti qui s'était formé lentement au cours de la Révolution, dont les contours n'étaient pas nettement délimités, qui n'avait qu'à peine avoué son orientation, mais qui tout de même avait tenu un moment le pouvoir. Et, en certain sens, ils avaient raison.

Marat, Robespierre et Saint-Just, les deux derniers surtout, en élargissant et en approfondissant la Révolution française, en lui donnant toute l'ampleur que les conditions objectives permettaient, avaient travaillé à « l'affranchissement réel » du peuple français. Sans doute, ils n'avaient laissé aucune théorie « socialiste » mûrie et complète ; ils n'avaient préparé, comme dirait Marx, aucune recette pour la marmite de l'avenir ; parfois même, ils avaient eu au milieu de la complexité des événements une attitude que nous qualifierions aujourd'hui de « bourgeoise » ; ils avaient été amenés, dans l'intérêt supérieur de la Révolution, à prononcer des paroles qui nous choquent, il n'en est pas moins vrai qu'à une époque où le socialisme était à peine un « esprit flottant sur les eaux », ils l'avaient servi à leur manière et de la façon la plus efficace.

Certes, on trouve dans la Révolution française des penseurs qui professent des idées plus subversives que Robespierre et Saint-Just en matière sociale. Ils paraissent autrement hardis. Mais dans la pratique, que font-ils ? Ils chimèrent, ils gémissent sur les inégalités sociales, et demeurent impuissants. Ou bien, ils se font conservateurs, ils s'opposent aux mesures radicales des montagnards. Dans un cas comme dans l'autre, ils se montrent incapables de démêler le sens profond des événements. Robespierre et Saint-Just, tout

au contraire, sont des hommes d'action qui vaticinent peu. La position qu'ils occupent, leur claire vision de la réalité, leur intelligence supérieure des situations les mettent à même de rendre les plus grands services à la Sans-Culotterie, c'est-à-dire à la classe ouvrière de l'an II. En fait, leur politique semble avoir été constamment inspirée par les plus hautes visées sociales. Leurs actes et leurs discours n'apparaissent pas seulement comme dictés par les nécessités de la guerre civile et étrangère, ils laissent entrevoir une organisation sociale plus juste et plus favorable aux malheureux.

C'est pourquoi les babouvistes professent à leur égard un culte véritable. C'est pourquoi ils regrettent amèrement cette période héroïque de l'an II, au cours de laquelle Robespierre et Saint-Just jouèrent un rôle de premier plan. C'est pourquoi ils puisent dans l'expérience de la Terreur une bonne partie de leurs principes, de leur tactique et de leurs méthodes de combat.

Bodson est l'un des rares conjurés qui ne peut souffrir « la célébrité monstrueuse de Robespierre ». Il reste attaché fortement à l'hébertisme. Debon, qui avait passé toute sa vie à examiner le problème social, saisissait mieux que pas un les vues profondes de Robespierre. Darthé, compatriote de Robespierre, en avait pénétré de bonne heure la pensée.

Buonarroti, rapprochant les doctrines politiques de la Déclaration des Droits des discours prononcés par Robespierre vers la fin de sa vie, de sa conduite au cours de la tourmente révolutionnaire, de la pureté de ses mœurs, de son dévouement, de son courage, de son rare désintéressement, rend un éclatant hommage à sa sagesse et ne doute pas qu'avec un pareil guide le peuple français eût pu atteindre les plus hautes destinées. Il voit, dans les mesures prises par le gouvernement révolutionnaire et inspirées par Robespierre et Saint-Just, « la préparation d'un nouvel ordre dans la distribution des biens et des devoirs ». Enumérant ces mesures qui lui paraissent comme autant de « prodiges » et qu'il attribue au « vaste plan d'un réformateur », il en montre les heureux effets et il termine par cette exclamation douloureuse : « Encore un jour et le bonheur et la liberté de tous étaient assurés par les institutions qu'ils (Robespierre et ses amis) ne cessèrent de demander ! » Le jugement de Buonarroti sur Robespierre a la valeur d'un témoignage. Le révolutionnaire toscan a connu personnellement l'Incorruptible qu'il a fréquenté à la maison Duplay et dont il a pu, sinon recevoir les confidences, du moins pénétrer les intentions. Buonarroti a été à même aussi d'apprécier les méthodes d'administration du gouvernement révolutionnaire, ayant été un des collaborateurs de ce gouvernement.

(A suivre.)



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

(1) Extrait de *Babeuf et la conjuration des égaux*, par Maurice Dommanget (Collection : Histoire des Doctrines socialistes. En vente à la librairie de l'Humanité. 2 francs le volume.